



**ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSAO DA CEDEAO**

COMPENDIUM DES RÉALISATIONS

DIRECTION DES AFFAIRES HUMANITAIRES ET SOCIALES

2018 À 2022



La CEDEAO a accueilli une réunion régionale d'experts sur l'inclusion des personnes en situation de handicap en Afrique de l'Ouest



Soutien aux communautés touchées par les insurrections au Nigéria.



Visite de courtoisie au Vice-président de la Sierra Leone : la Commissaire ASG et certains collaborateurs



Équipements informatiques livrés pour faciliter la prévision des inondations en République du Niger



Remise d'équipements médicaux au Centre de traitement des addictions d'Aného Littoral au Togo



Intervention de la CEDEAO dans la lutte contre la COVID-19 en 2020, en collaboration avec la Croix-Rouge et le CICR

**DÉPARTAMENT DES AFFAIRES SOCIALES ET
DU GENRE DE LA**

COMMISSION DE LA CEDEAO

**COMPENDIUM DES RÉALISATIONS
DIRECTION DES
AFFAIRES HUMANITAIRES ET SOCIALES
2018 À 2022**

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos-----	III
Remerciements-----	IV
Direction des Affaires Humanitaires et Sociales-----	1
i. Vue d'ensemble de la Direction-----	1
ii. Divisions placées sous l'autorité de la Direction -----	1
Affaires Humanitaires et Réduction des Risques de Catastrophes	
I. Mission -----	2
ii. Chef de la division -----	2
iii. Principales réalisations de la Division-----	2
Sécurité Humaine et Société Civile	
I. Mission -----	7
ii. Chef de la division -----	7
iii. Principales réalisations de la Division-----	7
Affaires Sociales	
I. Mission -----	10
ii. Chef de la division -----	10
iii. Principales réalisations de la Division-----	10
Prévention et Contrôle des Drogues	
I. Mission -----	12
ii. Chef de la division -----	12
iii. Principales réalisations de la Division -----	12
Politiques, Plans d'action, Protocoles d'accord et Accords-----	15
Affaires Humanitaires et Réduction des Risques de Catastrophes-----	15
Sécurité Humaine et Société Civile-----	15
Affaires Sociales -----	16
Prévention et Contrôle des Drogues-----	16
Défis et Contraintes de la Direction	
Défis et Techniques et Administratifs-----	17
Contrainte Organisationnelle Stratégique/Facteur de Risque-----	17
Perspectives Concernant l'Exécution du Budget 2022-----	18

AVANT-PROPOS

Au cours des quatre dernières années, la Direction des Affaires Humanitaires et Sociales (DHS) a mis en œuvre des programmes et projets qui sont au cœur de l'agenda de l'intégration régionale de la CEDEAO et ont eu un impact positif sur la vie des citoyens de la Communauté de la CEDEAO. Les quatre divisions sectorielles de la Direction ont abordé les questions relatives aux besoins sociaux, humanitaires et de sécurité humaine des populations de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que celles du renforcement du dialogue avec la société civile et de la promotion de la prévention de la consommation de drogues et de la lutte contre ce fléau. Les principales réalisations de la Direction sont mises en évidence dans le présent compendium.



Dr. Siga Fatima Jagne
Commissaire en charge des affaires
sociales et du genre

Cependant, les quatre dernières années n'ont pas été sans défis ; en effet, la pandémie de COVID-19 et les mesures de prévention et de lutte qui en résultent ont posé de sérieux obstacles au bien-être socio-économique et à la santé des citoyens de notre Communauté. La Direction des affaires humanitaires et sociales a réagi en mettant en œuvre des mesures d'aide, notamment : des dons en vivres d'une valeur de trois millions (3 000 000) de dollars EU visant à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 dans cinq États membres ; un soutien d'une valeur de deux millions cinq cent quatre-vingt-dix mille deux cent quatre-vingt-treize virgule trente-quatre (2 598 293,34) destinés à soutenir les communautés touchées par les inondations sévères dans dix États membres ; et la mise en place d'un fonds de stabilisation d'une valeur d'un million (1 000 000) de dollars/EU pour l'exécution d'une intervention humanitaire transversale robuste dans le Nord-Est/Nord-Ouest du Nigéria est en cours.

En outre, la Direction des affaires humanitaires et sociales a été à l'avant-garde du plaidoyer en faveur de la protection et des droits des populations vulnérables touchées par la pandémie de COVID-19 grâce au lancement et à la mobilisation en ligne du Groupe de travail des partenaires régionaux/organisations de la société civile/acteurs non étatiques de la CEDEAO contre la violence basée sur le genre/la violence contre les enfants (ECW-RPWG-GBV/VAC). La CEDEAO et le Groupe de travail régional sur la protection de l'enfance ont publié un Avis consultatif conjoint sur la réduction de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les enfants, à l'intention des États membres en avril 2020, qui a été complété par la déclaration du Président de la Commission de la CEDEAO publiée le 22 juin 2020, dans laquelle il condamne fermement ces violences et appelle à une action urgente visant à faire face à la multiplication des cas de violence sexuelle et basée sur le genre, en particulier à l'encontre des enfants.

D'autres initiatives de prévention et de réponse liées à la COVID-19 ont porté sur les personnes concernées, telles que les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP), les apatrides et les personnes retournant chez elles. En outre, la Commission de la CEDEAO exerçant la présidence du Comité consultatif sur la migration de la main-d'œuvre de l'Union Africaine, elle a approuvé et publié la Déclaration du Comité consultatif sur la migration de la main-d'œuvre de l'Union africaine (AU-LMAC) sur la COVID-19 et la situation des travailleurs migrants africains. Parmi les autres populations ciblées par les programmes de la Direction, figurent les personnes handicapées et la promotion de la prévention et le contrôle des drogues fondées sur des données probantes par le biais d'initiatives de plaidoyer en faveur des politiques et de renforcement des capacités.

Les exemples ci-dessus sont des actions concrètes menées par un personnel engagé et résolu de la Direction des affaires humanitaires et sociales, avec le soutien technique et financier de nos partenaires, lesquels sont bien trop nombreux pour être tous cités dans la présente publication. J'exhorte l'ensemble du personnel et des partenaires à continuer les succès enregistrés au cours des quatre dernières années par le biais de programmes/projets en cours, de plans d'action et de politiques élaborés, et de structures/mécanismes institutionnels établis ou à établir dans les États membres.



REMERCIEMENTS

Le présent compendium est une compilation des principales réalisations de la Direction des affaires humanitaires et sociales couvrant la période allant de 2018 à 2022. Il souligne, sous une forme concise, les réalisations concrètes des quatre divisions sectorielles de la Direction des affaires humanitaires et sociales. Il fournit des informations sur le travail de la Direction et peut servir de référence utile. L'ensemble du personnel suivant de la Direction des affaires humanitaires et sociales a contribué à la compilation du Compendium des réalisations faites entre 2018 et 2022.

n/o	NOM	FONCTION
1.	Dr. Sintiki Tarfa Ugbe	Directrice, Affaires humanitaires et sociales
2.	Mr. Ibrahim Mohammed	Chargé principal de programme, Aide humanitaire et Réduction des risques de catastrophes
3.	Dr. Alves D'Almada Jorge	Chargé principal de programme, Affaires sociales
4.	Hajiya Raheemat Momodu	Chargée principale de programme, Sécurité humaine et Organisations de la société civile
5.	Mr. Daniel Amankwaah	Chargé principal de programme, Prévention et Contrôle des Drogues
6.	Abimbola Oyelohunnu	Chargé de programme, Affaires sociales
7.	Olayemi Olatunde	Chargé de programme, dimension sociale de la traite des personnes
8.	Alozie Godfrey Ameachi	Chargé de programme, Équipe d'intervention d'urgence de la CEDEAO (EERT)
9.	Usman Obeche	Chargé de programme, Logistique
10.	Dr. Olubusayo Akinola	Chargé de programme, DDR
11.	Ali Tiloh Bassosso Essossinam	Chargée de programme, Droits de l'enfant, protection de l'enfance et travail des enfants
12.	Nkoyo Echabor	Assistante de programme, Affaires humanitaires
13.	Daniel SAM	Chargé de programme, Migration de la main-d'œuvre
14.	Osondu Ekeh	Expert interne, OIM/FMM
15.	Elizabeth Golith Tamwakat	Experte des femmes, de la paix et de la sécurité, UE-EPSAO
16.	Ayomide Johan	Assistant de programme, PNUD/ Réduction des risques de catastrophes
17.	John Ogwuche	Agent de bureau
18.	David Audu	Agent de bureau
19.	Taufiq Sadiq Tanimu	Stagiaire
20.	Kadanga Rita	Stagiaire
21.	Nneoma Nworka Winnifred	Service Jeunesse (NYSC)
22.	Zakari Zaynab Eleojo	Service Jeunesse (NYSC)

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP-UE:	-	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique-Union Européenne
AGRHYMET	-	Agriculture, Hydrologie, Météorologie (Centre de Recherche ; Niamey, Niger)
AU-LMAC	-	Comité consultatif de l'Union Africaine sur la Migration de la main-d'œuvre
BLAs	-	Accords bilatéraux sur la main d'œuvre
CDPE	-	Éducateurs spécialisés dans la prévention de la consommation des drogues
CSO	-	Organisation de la société civile
DDF	-	Département des Affaires Politiques
DPA		
ECW-MSN/RPWG-GBV		
FMM	-	Libre Circulation et Migration
FCV	-	Fragilité, conflits et violence
GBV/VAC	-	Violence basée sur le genre/ Violence contre les enfants
GRPE	-	Groupe de travail régional sur la protection de l'enfance
HSICM	-	Mécanisme de coordination intégrée de la sécurité humaine
ICAP	-	Professionnels internationaux certifiés spécialistes des dépendances
IFRC	-	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
ILO	-	Organisation Internationale du Travail
ISS-WAN		
MHPTW	-	Effectifs des professionnels en charge du traitement de la santé mentale
MS	-	États Membres
NACOB	-	Organe de Lutte contre les Stupéfiants
OCWAR - T	-	Crime organisé : Réponse ouest-africaine à la traite
PAP	-	Parlement Panafricain
PWD	-	Personnes souffrant de troubles liés à la consommation de Drogues
RNNI-TIP+	-	Réseau régional d'institutions nationales focales de lutte contre la traite des personnes
ODD	-	Objectif de Développement Durable
TOT	-	Formation des Formateurs
UNDP	-	Programme des Nations Unies pour le développement
UNODC	-	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
WANCSA	-	Réseau ouest-africain des sociétés civiles de lutte contre l'abus de substances et de drogues
WAN	-	Réseau ouest-africain
WENDU	-	Réseau ouest-africain d'épidémiologie sur la consommation de drogues

DIRECTION DES AFFAIRES HUMANITAIRES ET SOCIALES

Vue d'ensemble de la Direction :

La “Direction des affaires humanitaires et sociales” a été créée en 2006 pour remplacer le Département des Affaires Humanitaires en raison de l’élargissement de ses missions pour prendre en compte le programme des affaires sociales.

La création de la Direction est conforme aux dispositions du paragraphe 4 (a) de l’Article 18 du Traité de la CEDEAO, en reconnaissance du caractère critique de la situation humanitaire et sociale dans la région. La mission de la Direction est dérivée du Traité révisé de la CEDEAO (Articles 58, 61).

La Direction est chargée de traiter des questions liées aux besoins sociaux et humanitaires des populations d’Afrique de l’Ouest, ainsi que de mettre en œuvre des programmes de protection sociale, de fournir une assistance aux États membres confrontés à des problèmes humanitaires, de mettre en œuvre un processus visant à assurer la planification du développement durable, de promouvoir la protection des civils dans le contexte de la sécurité humaine, de mettre en œuvre le plan d’action régional visant à lutter contre le trafic illicite de drogues, le crime organisé et l’abus de drogues dans la région de l’Afrique de l’Ouest.

La Direction est gérée par :



Dr. Sintiki Tarfa Ugbe

Divisions placées sous l’autorité de la Direction :

- ★ Affaires Humanitaires et Réduction des Risques de Catastrophes
- ★ Sécurité Humaine et Société Civile
- ★ Affaires Sociales
- ★ Prévention et Contrôle des Drogues

Affaires Humanitaires et Réduction des Risques de Catastrophes

Mission

Cette Division a pour mission de fournir une assistance aux États membres confrontés à des problèmes humanitaires en recherchant et en distribuant du matériel de secours, tout en formant les citoyens à devenir les premiers intervenants en cas de crise. Elle a également pour mission d'élaborer des programmes visant à faciliter le processus de mise en œuvre de l'intégration de la réduction des risques de catastrophe à la planification et aux activités de développement durable en Afrique de l'Ouest.

Chef de la Division



M. Mohammed Ibrahim

Principales réalisations de la Division

★ Soutien aux communautés touchées par les insurrections au Nigéria

Suite à la grave situation humanitaire provoquée par Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria, la cinquantième Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est tenue à Abuja, au Nigéria, le 17 décembre 2016, a ordonné la création d'un Fonds spécial de solidarité en faveur des victimes du terrorisme dans le pays, afin de soutenir la réhabilitation et la reconstruction du Nord-Est du Nigéria. En réponse à cette initiative, la Commission de la CEDEAO a créé le Fonds de stabilisation financé d'une somme initiale de 1 million de dollars.

En raison des préoccupations sécuritaires et humanitaires croissantes au Nord-Ouest du Nigéria, le fonds est utilisé pour fournir une assistance au Nord-Est et au Nord-Ouest du Nigéria, à la demande de la République Fédérale du Nigéria. La réponse vise deux domaines principaux, à savoir : l'aide alimentaire et nutritionnelle et la fourniture de moyens de subsistance durables aux populations touchées. Cette intervention est en cours.



Soutien aux communautés touchées par les insurrections au Nigéria.

★ Aide alimentaire à certains États membres

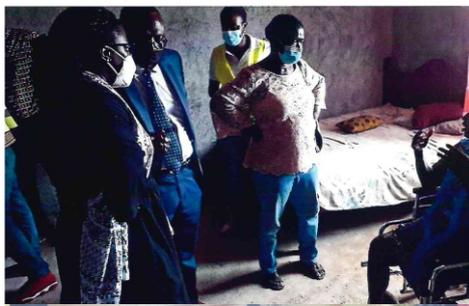
Intervention au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria en sollicitant les stocks de la Réserve régionale de sécurité alimentaire et financée par le Fonds d'aide humanitaire de la CEDEAO pour un montant total de 1 million de dollars et de 2,2 millions de dollars tirés du budget d'urgence du Projet d'appui au stockage de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, financé par l'UE, pour accroître l'aide alimentaire aux pays ciblés



Aide à certaines communautés en leur fournissant des produits alimentaires

★ Assistance humanitaire aux communautés touchées par les inondations

La Commission de la CEDEAO a engagé environ 2 598 293 dollars et a soutenu les populations touchées par les inondations dans 10 États membres (notamment le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria et le Sénégal). Cette assistance a été achevée dans neuf (9) pays, tandis que celle du Sénégal se poursuit.



Soutien aux populations et reconstruction des maisons touchées par les inondations au Cap Vert.



Distribution de matériel de secours aux victimes d'inondations en République du Niger

★ Fourniture d'articles de secours et rénovation de latrines à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés

La CEDEAO s'engage aux côtés des réfugiés en octroyant des vivres et non-vivres aux PDIP (Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays) pour commémorer la Journée humanitaire mondiale. De même, les latrines des écoles ont été rénovées sur le territoire de la capitale fédérale du Nigeria, en commémoration de la Journée mondiale des réfugiés. L'objectif est de sensibiliser les écoliers à la situation critique des réfugiés.



Don d'articles de secours aux PDPI à Abuja, au Nigéria.



Rénovation des latrines d'écoles à Abuja, territoire de la capitale fédérale, au Nigéria

★ Assistance de la CEDEAO à sept (7) camps de PDIP en collaboration avec la FICR pour la lutte contre la COVID-19

Dans le cadre de ses efforts visant à atténuer les conséquences économiques, humanitaires et sociales que cause la pandémie de COVID-19 aux populations très vulnérables, la Division a fourni des articles de secours à sept (7) camps de personnes déplacées internes à Abuja, en collaboration avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)



Intervention de la CEDEAO dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 en collaboration avec la FICR et le CICR en 2020

★ Intervention humanitaire en faveur des victimes de la lutte contre le terrorisme et de situations d'urgence alimentaire

L'approbation anticipée par la Direction de la CEDEAO d'environ quatre millions (4 000 000,00) de dollars EU provenant du Fonds de lutte contre le terrorisme permettra à la Commission de financer la réhabilitation et le rétablissement des victimes du terrorisme dans les États membres de la CEDEAO en 2022. Un autre soutien financier d'un montant de sept cent trente et un mille (731 000) dollars EU du Fonds de secours en cas de catastrophes de la CEDEAO a fait l'objet d'engagement pour répondre à l'urgence humanitaire de la crise alimentaire prévalant actuellement, c'est-à-dire en 2022.

★ Érection d'une clôture périphérique

Un contrat de Projet a été signé entre la Commission de la CEDEAO et l'entreprise MAHDA sise à Bamako au Mali pour l'érection d'une clôture périphérique autour du site du dépôt humanitaire de la CEDEAO à Bamako, au Mali. Cette clôture a été achevée et attend désormais d'être réceptionnée.

★ Acquisition de matériel informatique et d'ordinateurs dans les États membres de la CEDEAO

Dans le cadre du programme de Réduction des risques de catastrophes financé par le programme ACP-UE, des équipements informatiques et des logiciels connexes d'une valeur estimée à plus de 200 000 dollars EU ont été achetés et livrés à 15 États membres afin d'améliorer leurs capacités opérationnelles en matière de collecte et de gestion des données, et dans le but de renforcer les capacités des centres d'intervention d'urgence.



Livraison de matériel informatique pour faciliter la prévision des inondations en République du Niger

★ Soutien au renforcement des capacités et à la formation

Soutien au renforcement des capacités et à la formation au niveau national au profit des institutions et Personnes Focales des États membres sur la gestion des catastrophes, l'évaluation de la vulnérabilité liée au changement climatique et la planification de l'adaptation, ainsi que l'évaluation des besoins de rétablissement liés à la COVID-19 pour la réduction des risques de catastrophe.

★ Signature d'un accord avec le PNUD pour faciliter une solution éclairée par les risques

La CEDEAO et le PNUD ont signé un accord en août 2020 sur un Projet de « Renforcement des capacités pour la Réduction des risques de catastrophes (RRC) et l'adaptation pour la Résilience dans la région du Sahel : Promotion des solutions éclairées par les risques pour le développement durable » en Afrique de l'Ouest doté d'un budget de 7,4 millions de dollars EU (financé par l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA) à hauteur de sept (7) millions de dollars EU et le PNUD à hauteur de 400 000 dollars EU

★ Création d'un Observatoire régional des risques majeurs

Dans le cadre de la réduction des risques de catastrophes financé par le programme ACP-UE et avec le soutien technique du Centre régional AGRHYMET, un Observatoire régional des risques majeurs a été créé à la Direction des affaires humanitaires et sociales en mars 2022. Il s'agit de fournir un mécanisme de prévision et de gestion des risques d'inondation par le biais d'une alerte précoce aux États membres pour une prise de décision éclairée par les risques.

★ Ateliers de plaidoyer des parties prenantes

Organisation de réunions nationales de plaidoyer au Burkina Faso, au Nigéria, au Togo et au Ghana afin de promouvoir la transposition dans les dispositifs nationaux et la mise en œuvre de la Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux PDIP, également appelée Convention de Kampala.

★ Élaboration de deux (2) Documents stratégiques

Deux (2) Documents stratégiques clés ont été élaborés par la Direction et ensuite adoptés par les Ministres sectoriels des États membres de la CEDEAO lors du Forum Hydromet en 2021. Il s'agit :

- i. de la Stratégie de gestion des inondations ;
- ii. de la Stratégie et du Plan d'action en matière de genre pour la réduction des risques de catastrophes.



Élaboration, validation et adoption d'une Stratégie de genre pour la RRC afin de renforcer l'intégration de la dimension de genre

★ Mise en œuvre régionale des promesses sur le Pacte mondial sur les réfugiés

Élaboration d'un Projet de plan d'action pour la mise en œuvre régionale des promesses relatives au Pacte mondial sur les réfugiés (PMR) suite à l'adoption en 2016 par l'Assemblée générale des Nations Unies de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, en vue de renforcer et consolider la nécessité d'améliorer les stratégies visant à protéger les personnes en déplacement, en prévoyant un partage prévisible et équitable du fardeau et des responsabilités entre toutes les parties prenantes - la nouvelle façon de travailler.

★ Retraite des Ambassadeurs de la CEDEAO en 2020

La Retraite des Ambassadeurs de la CEDEAO a été organisée en 2020 en collaboration avec le HCR pour sensibiliser les Ambassadeurs de la CEDEAO à l'importance du PMR, en tant que solutions alternatives durables, et à la nécessité de promouvoir la sensibilisation au PMR en tant qu'outil de partage du fardeau et des responsabilités ainsi que d'inclusivité pour la gestion des questions relatives aux réfugiés afin d'améliorer l'asile et de plaider pour l'engagement des États membres à appliquer les recommandations et les principes qui y figurent.

★ Élaboration du Plan d'action de la politique humanitaire 2018-2022 de la CEDEAO

Élaboration du Plan d'action de la politique humanitaire 2018-2022 de la CEDEAO pour la mise en œuvre des activités humanitaires et sociales à travers la région de la CEDEAO et d'autres Institutions et Agences de la CEDEAO pour la prévention des autochtones de la CEDEAO, en particulier les populations vulnérables, leur protection et l'assistance aux dites populations, notamment à toutes les populations concernées.

★ Élaboration du Plan d'action 2019-2023 de la CEDEAO en faveur du DIH

Élaboration du Plan d'action 2019-2023 de la CEDEAO en faveur du DIH pour renforcer la ratification, l'adhésion et la mise en œuvre générale du DIH dans les États membres ainsi que l'intégration des principes du DIH dans les Ministères et Agences des États Membres, y compris les Institutions de la CEDEAO. Son but était de promouvoir le renforcement des capacités et vulgariser le DIH chez toutes les parties prenantes, y compris les groupes de la société civile.

★ Réunion du GECEAO

La Consultation régionale sur l'état de préparation et la réponse aux catastrophes se tient deux fois par an pour améliorer l'état de préparation aux catastrophes et renforcer la capacité des gouvernements des États membres à répondre efficacement aux catastrophes. La Consultation régionale évalue les problèmes de catastrophes en Afrique de l'Ouest et propose des solutions pour gérer les impacts, y répondre et les atténuer à travers les enseignements tirés, afin de susciter une approche régionale coordonnée

★ Organisation d'un Atelier de formation et de renforcement des capacités

Atelier de formation et de renforcement des compétences pour les enseignants des écoles afin d'intégrer la RRC au programme scolaire. Cette formation est destinée à être organisée dans tous les États membres. Elle a été réalisée au Bénin, au Niger et en Sierra Leone. L'objectif de l'atelier est de former 30 enseignants par pays et un total de 90 enseignants ont été formés dans les trois (3) pays. Le Ghana sera le prochain bénéficiaire de la formation prévue en juillet 2022.



Renforcement des capacités des enseignants en République du Bénin



Formation des enseignants en République du Niger

★ Projet de résilience dans la région du Sahel

La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) met en œuvre un Projet régional de trois ans intitulé « Renforcement des capacités de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation à l'appui de la résilience dans la région du Sahel : promouvoir des solutions de développement durable tenant compte des risques (Projet de résilience dans la région du Sahel) », qui porte sur les cadres réglementaires, politiques et budgétaires régionaux pour la gouvernance des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience dans les États membres du Sahel occidental, afin de promouvoir un développement durable qui tient compte des risques sous-jacents de catastrophes et du changement climatique, ainsi que du nouveau programme de développement urbain.

Le gouvernement suédois et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutiennent le Projet de résilience dans la région du Sahel, qui est doté d'un budget global de 7,5 millions de dollars sur trois ans (de 2019 à 2022). Sept pays de la région du Sahel participent au Projet, dont cinq sont des États membres de la CEDEAO. Il s'agit du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Nigéria et du Sénégal. Le Tchad et la Mauritanie sont les deux États non membres de la CEDEAO.

L'une des réalisations clé a trait au soutien fourni aux États membres de la CEDEAO, à la Mauritanie et au Tchad dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Chacun des sept pays participants au Projet a reçu en moyenne la somme de 100 000 dollars EU dans le cadre de la riposte à la COVID-19 et des activités liées à la réduction des risques de catastrophes, qui se sont poursuivies jusqu'en 2021.

Sécurité Humaine et Société Civile

Mission

Cette Division a pour principale mission de promouvoir des cadres et plans régionaux pour la protection des civils dans le contexte de la sécurité humaine, ce qui est impératif dans toutes les situations, notamment celles de fragilité, de conflit et de violence (FCV). Elle a également pour mission de mettre en œuvre la politique régionale en matière de protection et d'assistance aux victimes de la traite des personnes en Afrique de l'Ouest, de promouvoir la participation des femmes aux postes de direction dans l'architecture de paix et de sécurité ainsi que dans la collaboration avec la société civile.

Chef de la Division



Mme Raheemat Momodu

Principales réalisations de la Division

★ Renforcement de la coordination régionale dans la lutte contre les VBG/VCE

Renforcement de la coordination régionale dans la lutte contre les VBG/VCE grâce à la création d'un Groupe de travail régional des partenaires/OSC/ANE sur la violence basée sur le genre/les violences contre les enfants (ECW- MSN/RPWG -GBV) en octobre 2020.

★ Approche de programmation intégrée de la protection et de la sécurité humaine

Introduction de l'approche de coordination intégrée de la protection et de la sécurité humaine axée sur une approche globale de l'État et de la société visant à renforcer la protection et la sécurité humaine, et extension de la couverture thématique, afin d'intégrer le travail de la division des affaires sociales et celle de la lutte contre les drogues.

Mise en place d'un Mécanisme de coordination intégré de la sécurité humaine (HSICM) en Gambie, en Sierra Leone et au Burkina Faso en 2021, au Nigéria et au Togo en mars 2022 ; il reste huit (8) États membres à couvrir en 2022.



Visite de courtoisie au Vice-président de la Sierra Leone : Commissaire ASG et certains collaborateurs



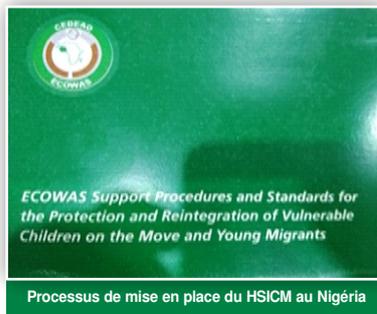
Session de plaidoyer de haut niveau avec les ministres



Processus de mise en place du HSICM au Nigéria

★ Fourniture d'une assistance aux enfants et aux jeunes en déplacement et en situation de vulnérabilité

Composé d'Agences des États membres et d'acteurs de la société civile spécialisés dans la protection de l'enfance, en collaboration avec la CEDEAO et l'ISS Afrique de l'Ouest, le Réseau ouest-africain pour la protection de l'enfance (WAN) a contribué à porter secours et/ou à fournir une assistance à plus de 7 000 enfants et jeunes en déplacement et en situation de vulnérabilité.



★ Formation des formateurs et formation au renforcement des capacités à l'intention des experts des États membres

Les capacités des parties prenantes dans la région ont été renforcées grâce à l'élaboration de lignes directrices relatives à la mise en œuvre du Cadre stratégique de la CEDEAO sur le renforcement des systèmes de protection de l'enfance afin de prévenir la violence, la maltraitance et l'exploitation des enfants et de faire face à ces fléaux. En collaboration avec le RWGCP, la CEDEAO a renforcé les capacités de plus de 550 personnes issues de ces États membres (experts gouvernementaux et de la société civile) par le biais de sessions de formation organisées dans les États membres francophones ; ces sessions ont porté sur le renforcement des systèmes de protection de l'enfance et l'application spécifique des lignes directrices relatives au Cadre stratégique de la CEDEAO sur le renforcement des systèmes de protection de l'enfance dans les États membres. De même, l'organisation d'activités de formation des formateurs par la CEDEAO en collaboration avec l'OIT dans les cinq (5) États membres anglophones, a contribué au renforcement durable des capacités.

★ Renforcement des capacités et amélioration de la réponse des États membres visant à protéger les droits de l'enfant

Renforcement des capacités et amélioration de la réponse des États membres aux questions relatives aux droits de l'enfant dans le contexte de la pandémie de COVID-19 à travers la publication d'un Avis consultatif conjoint de la CEDEAO et du Groupe de travail régional sur la protection de l'enfance, et la réalisation d'une évaluation de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les droits de l'enfant.

Stratégies de réponse immédiate déployées par les États membres en faveur des droits de l'enfant grâce aux réunions de coordination annuelles avec les Directeurs chargés des droits de l'enfant.

Élaboration de Lignes directrices relatives à la mise en œuvre du Cadre stratégique de la CEDEAO sur le renforcement des systèmes de protection de l'enfance en vue de prévenir la violence, la maltraitance et l'exploitation des enfants et d'y faire face en Afrique de l'Ouest, en collaboration avec l'OIT. Ces lignes directrices ont servi d'orientation pour la formation des formateurs et permis d'organiser des formations dans les États membres.

Le 22 juin 2020, les Présidents ont publié une déclaration forte condamnant la multiplication des cas d'abus sexuels sur les enfants ; et des instructions concernant les réponses critiques à apporter lors du confinement consécutif à la flambée de COVID-19.

Renforcement des capacités normatives et programmatiques des États membres et des autres acteurs en matière de droits de l'enfant à travers l'adoption de la nouvelle Politique de l'enfance et du Plan d'action stratégique (2019 -2030) de la CEDEAO ainsi que de la Feuille de route sur la prévention et la réponse au mariage des enfants.

★ Renforcement de la capacité des États membres et de leur réponse dans la lutte contre la traite des personnes

L'examen annuel par les pairs et l'établissement de rapports ainsi que l'appui technique et financier fourni aux États membres par le biais du Réseau régional des institutions nationales focales de la CEDEAO contre la traite des personnes (RNNI-TIP+) dans le cadre de la Facilité axée sur la demande (DDF) du Projet OCVAR-T.

Les connaissances des acteurs clés ont également été renforcées et les approches stratégiques de la lutte contre la traite des personnes et la victimisation connexe des personnes en situation particulièrement vulnérable ont été renforcées grâce à l'achèvement et à la diffusion des études sur la Politique régionale de prévention des crimes contre les personnes et le renforcement du Mécanisme régional d'orientation.

★ Lancement du réseau FemWise en Afrique de l'Ouest

Lancement du réseau FemWise en Afrique de l'Ouest en novembre 2019 et collaboration avec le Département des Affaires Politiques (DPA) en vue de son institutionnalisation et son opérationnalisation.

★ Renforcement de la coopération et de la coordination dans la lutte contre la traite des personnes

Renforcement de la coopération et de la coordination dans la lutte contre la traite des personnes entre le Niger et le Nigéria et entre le Sénégal, le Mali, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso et la Mauritanie, en soutenant la signature d'un Protocole d'accord opérationnel entre les institutions chefs de file de chaque État membre, dans le cadre du Projet cofinancé par la CEDEAO sur la libre circulation et la migration en Afrique de l'Ouest (FMM) et avec un soutien financier aux sept États membres par le biais de la Facilité axée sur la demande.



Session annuelle d'examen par les pairs



Atelier régional des parties prenantes de Femwise Afrique de l'Ouest à Lagos

★ Coopération bilatérale entre le Nigéria et le Mali dans la lutte contre la traite des personnes

Lancement et facilitation d'un dialogue bilatéral entre le Nigéria et le Mali afin de faire face à la situation exacerbée de la traite des jeunes filles nigérianes vers le Mali.

★ Mise en place d'un mécanisme de collaboration

Les alliances stratégiques visant à améliorer la situation des droits de l'enfant, ont été renforcées par la mise en œuvre du 2ème Plan opérationnel conjoint CEDEAO - GRPE et du Protocole d'Accord ainsi que du Plan opérationnel conjoint avec l'ISS-WAN signés en 2016.

★ Promotion de la conformité au droit international humanitaire en Afrique de l'Ouest

Favoriser un meilleur respect du Droit international humanitaire (DIH) en Afrique de l'Ouest, grâce à la validation d'un nouveau Plan d'action régional par les États membres et l'engagement de la CEDEAO lors de la 33ème Conférence internationale de la Croix-Rouge tenue en 2019

★ Réalisation d'une étude sur la VBG

Étude sur la VBG a été réalisée – aperçu et analyse des textes et programmes de la CEDEAO sur la violence basée sur le genre et élaboration d'un Avis consultatif conjoint et de Lignes directrices techniques sur l'intégration de la lutte contre la VBG/VCE dans la relance consécutive à la COVID-19 et le Plan national de développement.

Affaires Sociales

Mission

La mission de la Division des Affaires Sociales de la CEDEAO, telle qu'elle découle des Articles 59, 60, 61 et 62 du Traité révisé, est de promouvoir l'inclusion sociale et de réduire la pauvreté.

Cette Division s'efforce de remplir son mandat grâce au renforcement des capacités et au plaidoyer en faveur d'un environnement politique propice, en collaboration avec les parties prenantes clés.

Grâce à ses interventions stratégiques, elle entend contribuer à la réalisation de la Vision 2050 de la CEDEAO, qui a un impact sur la vie des populations en Afrique de l'Ouest

Chef de la Division



Dr. Alves d'Almalda Jorge

Principales réalisations de la Division

★ Élaboration du Programme régional de la CEDEAO pour le travail décent

Réalisation d'une étude sur le manque d'emploi décent dans la région qui a abouti à l'élaboration du Programme régional de la CEDEAO pour le travail décent en collaboration avec l'OIT.

★ Organisation d'une réunion de plaidoyer en vue de promouvoir la ratification de la Convention de l'OIT

Organisation de réunions de plaidoyer en vue de promouvoir la ratification de la Convention n° 155 de l'OIT sur la sécurité et la santé au travail dans l'espace CEDEAO ; la Convention n° 189 de 2011 sur les droits des travailleurs domestiques et la Convention n° 190 de 2019 sur la violence et le harcèlement sexuel en milieu de travail.

★ Conception d'outils opérationnels pour la mise en œuvre du programme régional de la CEDEAO pour le travail décent

★ Élaboration d'un projet de cadre de protection sociale pour la région.

★ Organisation d'une réunion ministérielle et d'experts sur le travail et l'emploi le 19 juillet 2019 à Abuja, au Nigéria, au cours de laquelle les outils suivants ont été validés et adoptés

Directives sur les normes minimales pour l'harmonisation des lois du travail dans l'espace CEDEAO et Programme régional de la CEDEAO pour le travail décent

★ Réalisation d'une étude sur l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'espace CEDEAO et élaboration d'un Plan d'action sur l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'espace CEDEAO.



Les Ministres de la CEDEAO adoptent les Recommandations sur le travail décent et les Directives sur l'harmonisation des lois sur le travail décent pour la région



La CEDEAO organise une réunion régionale d'experts sur l'inclusion des personnes en situation de handicap en Afrique de l'Ouest



★ **Évaluation du Plan d'action régional 2012-2015 pour l'élimination du travail des enfants et du travail forcé en Afrique de l'Ouest**



★ **Élaboration du 2nd cycle du Plan d'action régional de la CEDEAO pour l'élimination du travail des enfants qui intègre la question du travail forcé, conformément au Plan d'action de l'UA sur le travail des enfants et à la Cible 8.7 des ODD**

★ **Adoption de la Directive sur les normes minimales pour l'harmonisation des lois du travail dans l'espace CEDEAO**

★ **Élaboration d'un Mécanisme de cohérence et de coopération multilatérale régionale sur la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre**

La Division a présidé le Comité consultatif de l'Union africaine sur la migration de la main-d'œuvre (AU-LMAC) de septembre 2018 à ce jour afin de fournir un Mécanisme continental de cohérence et de coopération multilatérale régionale sur la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre. Ce rôle a été renforcé pour soutenir sa fonction de conseil sur la gestion et la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre :

- (a) Échanges concrets avec le Parlement panafricain (PAP) sur la mise en œuvre des activités liées à la mobilité des commerçants transfrontaliers et à la pandémie de COVID-19 ; et le rôle que jouera le PAP en vue de combler les lacunes en la matière (15 avril 2021).
- (b) Soutien sous forme de conseil à l'élaboration de lignes directrices et de documents clés, tels que :
 - i. Lignes directrices sur l'élaboration des Accords bilatéraux sur la main d'œuvre (BLA) ;
 - ii. Déclaration sur la protection et la promotion des droits des travailleurs migrants ; et
 - iii. Lignes directrices sur l'élaboration d'un Programme pour le bien-être des migrants

En sa qualité de Président de l'AU-LMAC, la division a mené des actions de plaidoyer en faveur d'une série de notes d'orientation sur les mesures intégrant les migrants dans la riposte à la COVID-19 :

- i. Protéger les travailleurs migrants dans l'économie informelle ;
- ii. Préparer l'Afrique à la migration de la main d'œuvre en situation post-COVID-19 ; et
- iii. iii. Garantir la mobilité et migration des travailleurs de la santé en Afrique en situation post pandémie de COVID-19.

★ **Élaboration d'un Mécanisme de cohérence et de coopération multilatérale régionale sur la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre**

★ **Réalisation d'une évaluation sur les besoins de soutien psychosocial des PDIP au Nord-est du Nigeria**



Discussion de groupe avec des femmes lors d'une mission au Nord-est du Nigeria afin d'évaluer les besoins en soutien psychosocial des PDIP

★ **Lancement d'un appel à propositions sur les besoins de soutien psychosocial des PDIP au Nord-est du Nigeria.**

Prévention et contrôle des drogues

Mission

Cette Division a pour mission de mettre en œuvre le Plan d'action régional de lutte contre le trafic de drogues illicites, le crime organisé et la consommation abusive de drogues dans les États membres de la CEDEAO. Elle envisage également d'établir et de renforcer la prévention et la lutte contre les drogues en Afrique de l'Ouest.

Chef de la Division



Daniel Amankwaah

Principales réalisations de la Division

★ Formation des professionnels de la santé

Deux cent onze (211) professionnels de la santé, issus de neuf (9) États membres (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Niger, Mali, Sierra Leone et Togo) ont été formés entre 2018 et 2021, afin d'améliorer la qualité des prestations fournies aux personnes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues et de contribuer également au vivier d'effectifs des professionnels en charge du traitement de la santé mentale.

★ Formation d'éducateurs spécialisés dans la prévention de la consommation des drogues

Cent cinquante (150) éducateurs spécialisés dans la prévention de la consommation des drogues (CDPE) issus d'agences gouvernementales, d'écoles, d'institutions religieuses et d'organisations de la société civile (OSC) dans cinq (5) États membres (Ghana, Sierra Leone, Gambie, Libéria et Cap Vert) ont bénéficié d'une formation en 2019. Les CDPE seront en mesure d'assurer de manière durable une sensibilisation efficace et fondée sur des données probantes sur la problématique de la drogue afin de lutter contre la consommation de drogues chez les enfants, les adolescents et les jeunes adultes dans les communautés de leurs pays respectifs



Formation des Éducateurs Spécialisés en Prévention des Drogues au Ghana

★ Plus de 8 000 personnes ont été sensibilisées à la prévention de la consommation de drogues

De 2018 à 2022, plus de 8 000 personnes (étudiants, artisans et communautés) ont participé à des programmes de sensibilisation à la prévention de la consommation de drogues fondés sur des données probantes dans six (6) États membres de la CEDEAO (Nigéria (État d'Ogun), Bénin, Togo, Libéria, Gambie et Sierra Leone) et plusieurs autres par le biais de programmes de radio communautaire en Gambie.

★ Fourniture de supports didactiques portant sur les drogues

En 2008, plus de 67 000 exemplaires de supports didactiques portant sur les drogues ont été imprimés au profit de l'Organe de lutte contre les stupéfiants du Ghana (NACOB), afin de renforcer la formation à la prévention de la consommation des drogues au Ghana.

★ Mise en place d'un système de collecte de données

Un système de collecte de données, le Réseau ouest-africain d'épidémiologie sur la consommation de drogues (WENDU) a été mis en place. Il s'agit des toutes premières données épidémiologiques sur la consommation de drogues et l'offre globale de drogues en Afrique de l'Ouest : Le Rapport WENDU : Statistiques et tendances en matière de consommation et d'offre de drogues illicites (2014-2017) a été publié en 2018. Le deuxième rapport WENDU (2018-2019) a été publié en 2021. Les rapports WENDU fournissent des données probantes pour la formulation et la mise en œuvre de politiques et de programmes en matière de drogues en Afrique de l'Ouest.

★ Soutien à la rénovation des centres de traitement de la toxicomanie dans sept (7) États membres

La Commission de la CEDEAO a soutenu cinq (5) États membres (Sierra Leone, Togo, Nigéria-État de Lagos et celui de Sokoto-, Burkina Faso et Ghana) pour un montant total d'environ 330 000 dollars EU afin de rénover et d'équiper leurs centres de traitement et de réinsertion des utilisateurs de drogues. Ces centres améliorent le rétablissement des personnes souffrant de troubles liés à la consommation de substances dans les États membres.



Remise d'équipements médicaux au Centre de traitement des addictions



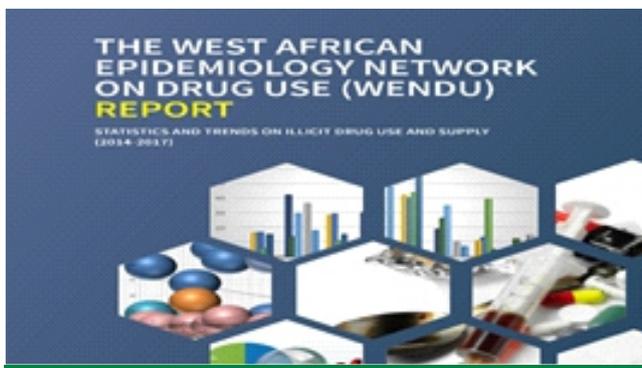
Centre hospitalier universitaire psychiatrique de la Sierra Leone rénové

★ Mise en place du WENDU dans tous les États membres de la CEDEAO

Des sections nationales du Réseau ouest-africain d'épidémiologie sur la consommation de drogues (WENDU) ont été lancées dans tous les États membres de la CEDEAO (six ont été mises en place grâce au soutien de la Commission de la CEDEAO et les autres l'ont été avec le soutien de l'ONUDC et le financement de l'UE). À ce jour, ce sont environ 540 représentants d'établissement de santé, d'organismes chargés de l'application de la loi et d'organisations de la société civile (OSC) issus des États membres de la CEDEAO qui ont été formés à la collecte de données sur les drogues, ce qui a permis d'améliorer de 80 % la cohérence et la précision de la représentation des données épidémiologiques.



Remise des équipements WENDU en Sierra Leone



Les rapports du Réseau WENDU (2018-2020) ont été publiés en 2021

★ Formation de plus de 50 agents chargés de l'application de la loi en Gambie et en Guinée

Grâce à la collaboration entre l'unité de la Prévention et Contrôle des drogues de la CEDEAO, la Division de la sécurité régionale de la CEDEAO et INTERPOL, plus de 50 agents chargés de l'application de la loi en Gambie et en Guinée ont été formés à la lutte contre le trafic de drogues illicites et les crimes connexes en 2018, afin d'améliorer la coopération interinstitutionnelle entre les différents organismes chargés de l'application de la loi sur les drogues.

★ Formation des professionnels de la santé

Entre 2018 et 2022, deux cent trente-huit (238) professionnels de la santé ont été formés dans le cadre du Plan Colombo dans neuf (9) États membres (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Niger, Mali, Sierra Leone et Togo) pour améliorer la qualité des services fournis aux personnes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues (PWD) et pour contribuer également au vivier des effectifs des professionnels en charge du traitement de la santé mentale (MHPTW). Parmi eux, 165 sont agréés en tant que professionnels de la toxicomanie certifiés au niveau international (ICAP).

★ Plan directeur national de lutte contre les drogues élaborées dans 14 États membres

Quatorze (14) États membres (Guinée-Bissau, Guinée, Togo, Niger, Nigéria, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Bénin, Gambie, Sénégal, Mali, Cabo Verde, Libéria et Ghana) ont bénéficié d'un soutien de la Commission de la CEDEAO et de ses partenaires au développement pour élaborer des Plans directeurs nationaux de lutte contre les drogues afin de guider les activités de prévention et de lutte contre les drogues. Les plans en question servent d'outil opérationnel pour fournir un cadre cohérent aux mesures nationales globales en matière de prévention et de lutte contre les drogues.

★ Mise en place d'un Réseau ouest-africain des sociétés civiles de lutte contre l'abus de substances et de drogues

Le Réseau ouest-africain des sociétés civiles de lutte contre l'abus de substances et de drogues (WANCSA) a été créé en 2018 par la Commission de la CEDEAO comme un outil d'échanges entre la Commission et l'organisation des sociétés civiles en matière de prévention et de lutte contre les drogues. Deux réunions régionales du WANCSA se sont tenues en 2020 et 2021. Elles ont permis d'améliorer la fourniture d'informations en temps réel sur les questions liées à la prévention et à la lutte contre les drogues dans les États membres, renforçant ainsi la coopération, la collaboration, la compréhension partagée et la recherche de consensus pour faire face à la menace des drogues en Afrique de l'Ouest.

★ Instruments élaborés par le Mécanisme de prévention et de lutte contre les drogues de la CEDEAO

- i. Plan d'action régional de la CEDEAO en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues, la criminalité organisée qui y est liée, et l'abus de drogues en Afrique de l'Ouest 2016 - 2020
- ii. Rapport du Réseau épidémiologique ouest-africain sur la consommation des drogues (WENDU) Statistiques et tendances en matière de consommation et d'offre de drogues illicites (2018-2019).
- iii. Rapport du Réseau ouest-africain d'épidémiologie sur la consommation des drogues (WENDU) ; Statistiques et tendances en matière de consommation et d'offre de drogues illicites (2014-2017).
- iv. Appui aux capacités de plaidoyer, de suivi et de coordination de l'Unité de lutte contre les drogues de la CEDEAO, Rapport narratif final
- v. Rapports de mission de suivi pour tous les États membres de la CEDEAO et la Mauritanie, 2018
- vi. Rapport de synthèse de la mission de suivi
- vii. Enquête sur les centres de traitement et de réinsertion des toxicomanes en Afrique de l'Ouest
- viii. Collaboration entre la Commission de la CEDEAO et la Division des programmes de réduction de la demande mondiale de drogues de l'INL, USA 2018-2019.

Politiques, Plans d'action, Protocoles d'accord et Accords

Affaires Humanitaires et Réduction des Risques de Catastrophes

- ★ Politique et plan d'action humanitaires 2018-2022
- ★ Politique et plan d'action en matière de réduction des risques de catastrophes 2015 – 2030
- ★ La Commission de la CEDEAO et la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale ont conclu un accord de « don » (2016-2021) en vue de soutenir la CEDEAO dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes visant à renforcer la coordination, la planification et les capacités de conseil en matière de politique de réduction des risques de catastrophe en Afrique de l'Ouest
- ★ La CEDEAO et le PNUD ont signé un accord en août 2020 pour la mise en œuvre d'un projet de « Renforcement des capacités en matière de réduction des risques de catastrophes (RRC) et d'adaptation pour la résilience dans la région du Sahel : favoriser des solutions éclairées par le risque pour le développement durable » en Afrique de l'Ouest d'un Budget équivalant à 7,4 millions de dollars (financé par la SIDA à hauteur de sept (7) millions dollars EU et le PNUD d'un montant de 400 000 dollars EU.

Sécurité Humaine et Société Civile

- ★ Politique de l'enfance et le Plan d'Action Stratégique de la CEDEAO (2019-2030)
- ★ Cadre stratégique pour le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance pour la prévention et la réponse aux abus, à la violence et à l'exploitation des enfants (2017)
- ★ Feuille de route de la CEDEAO pour la prévention et la lutte contre le mariage des enfants (2019-2030)
- ★ Déclaration politique et position commune de la CEDEAO contre le mariage des enfants (adopté)
- ★ Directives de mise en œuvre de la CEDEAO relatives au Cadre stratégique pour le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfant
- ★ Plan d'action de la CEDEAO pour la lutte contre la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants (2018 -2023)
- ★ Politique de la CEDEAO sur la protection et l'assistance aux victimes de la traite des personnes (2010)
- ★ Directives techniques de la CEDEAO sur la protection, le soutien et l'assistance aux témoins dans les affaires de traite des personnes (2013)
- ★ Plan d'action de la CEDEAO sur la mise en œuvre du droit international humanitaire (DIH) - 2019 - 2023.
- ★ Plan opérationnel conjoint entre la CEDEAO et le Groupe de travail régional sur la protection de l'enfance (GRPE) composé d'agences des Nations Unies et d'ONG régionales clés dans le domaine de la protection de l'enfance
- ★ Avis consultatif conjoint de la CEDEAO/du GRPE à l'attention des États membres de la CEDEAO sur la réduction de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les enfants (avril 2020)
- ★ Déclaration du Président de la Commission le 22 juin 2020 : « La CEDEAO appelle à une action urgente pour lutter contre la violence sexuelle basée sur le genre et protéger les droits des femmes et des filles
- ★ Rapport sur l'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur les droits de l'enfant dans l'espace CEDEAO

- ★ Rapport d'étude - Vue d'ensemble et analyse des textes et programmes de la CEDEAO sur la violence basée sur le genre et élaboration d'Avis consultatifs conjoints et de Lignes directrices techniques sur l'intégration de la lutte contre la VBG/VCE dans la relance consécutive à la COVID-19 et le Plan national de développement
- ★ Feuille de route de la CEDEAO sur la prévention et la lutte contre le mariage des enfants (2019-2030).
- ★ Programme régional de la CEDEAO pour le travail décent (2019-2022)

Affaires Sociales

- ★ Directive sur les normes minimales pour l'harmonisation des lois du travail dans l'espace CEDEAO
- ★ Programme régional de la CEDEAO pour le travail décent (2019-2022)
- ★ Projet de plan d'action régional pour l'inclusion des personnes en situation de handicap en Afrique de l'Ouest
- ★ Guide pour les décideurs politiques sur la protection des droits des travailleurs migrants
- ★ Plan d'action régional de la CEDEAO sur l'élimination du travail des enfants, qui intègre la question du travail forcé, conformément au Plan d'action de l'UA sur le travail des enfants et à la cible 8.7 des ODD
- ★ Politique du travail et de l'emploi de la CEDEAO 2009
- ★ Projet de cadre de protection sociale.

Prévention et Contrôle des drogues

- ★ Rapport du Réseau ouest-africain d'épidémiologie sur la consommation des drogues (WENDU) : Statistiques et tendances en matière de consommation et d'offre de drogues illicites (2014-2017) et (2018-2020)
- ★ Convention de financement ROC/FED/-22-263 entre la Commission européenne et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Soutien au Plan d'action régional de la CEDEAO sur le trafic illicite, la criminalité organisée qui y est liée, et l'abus de drogues en Afrique de l'Ouest. Elle a été signée en 2013 et le Projet a été achevé en 2019.
- ★ Contrat pour l'octroi de don - Actions extérieures de l'Union européenne- FED/FED/2014/351-369 : Appui aux capacités de plaidoyer, de suivi et de coordination de l'Unité de lutte contre les drogues de la CEDEAO. Il a été signé en 2013 et le Projet a été achevé en 2019.

Défis et Contraintes de la Direction

Défis Techniques et Administratifs

- ★ Retard observé dans l'obtention des approbations pour les activités prévues (triple approbation)
- ★ Retard observé dans la passation des marchés et autres services d'appui, notamment la traduction, l'interprétation, les finances et l'administration générale
- ★ La Division manque cruellement de personnel, surtout par rapport à son mandat énorme et critique d'ancrage de la sécurité humaine et de l'engagement de la société civile
- ★ Restrictions de voyages et risques sanitaires liés à la pandémie de COVID-19
- ★ Absence d'effort de la part de l'institution : les soins de santé et le soutien psychologique pour le personnel depuis la flambée de la COVID-19 en 2020 font défaut ; de nombreux personnels ont contracté le virus de la COVID-19 dans le cadre des missions de la CEDEAO, sans pour autant bénéficier de soutien
- ★ Défis liés au transport aérien, en particulier dans l'espace CEDEAO
- ★ Retards accusés dans le paiement des prestataires
- ★ Manque de financement durable et prévisible pour les programmes et actions humanitaires.

Contrainte Organisationnelle Stratégique /Facteur de Risque

- ★ La mission et les activités du Département des Affaires Sociales et du Genre ne sont pas priorités et dûment reconnus comme étant les interventions les plus directes, les plus impactantes et les plus visibles de la CEDEAO qui sous-tendent la protection de l'individu et la sécurité humaine, renforçant ainsi le capital humain.

Perspectives concernant l'Exécution du Budget 2022

- ★ Le budget 2022 de la Direction des affaires humanitaires et sociales vise à approfondir et/ou à mettre à en exergue les activités déjà existantes
- ★ Toutes les activités planifiées sont analysées selon le genre, basées sur les besoins et orientées vers les résultats et conçues pour contribuer à la vision stratégique globale de la CEDEAO
- ★ Il convient toutefois de noter que les défis mentionnés dans cette présentation doivent être relevés de toute urgence afin de garantir que les perspectives visant un taux de mise en œuvre élevé au profit des citoyens de la Communauté ne soient pas contrariées
- ★ L'utilisation abondante de l'engagement virtuel pour la coordination intra-CEDEAO et externe avec les partenaires augmentera considérablement le taux d'exécution et renforcera la collaboration efficace et l'impact.



**ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSAO DA CEDEAO**

**101 Yakubu Gowon Crescent
Asokoro District - P.M.B. 401
Abuja - Nigeria.**